

# La capture d'Abdullah Öcalan

Christophe Chiclet

*Les services secrets turcs, le MIT, ont kidnappé le leader du PKK, Abdullah Öcalan, à Nairobi dans des circonstances rocambolesques, le 15 février 1999. Réfugié à l'ambassade de Grèce au Kenya, il aurait été exfiltré sur la route de l'aéroport par les seuls services turcs. La réalité est un peu différente.*

L'errance du chef charismatique du PKK a commencé le 9 octobre 1998. Installé depuis de longues années à Damas, Abdullah Öcalan dut quitter ce jour-là la capitale syrienne après de fortes pressions militaires et économiques d'Ankara sur le régime de Hafez el-Assad. Il fuit vers l'ex-Union soviétique mais le FSB, successeur du KGB, ne souhaitait pas avoir sur les bras un hôte si encombrant, d'autant que la Turquie joue un rôle non négligeable dans les troubles caucasiens. Abdullah Öcalan, alias «Apo», cherche refuge dans la banlieue de Moscou, à Kiev (en Ukraine) et peut-être dans certaines bourgades turco-kurdophones de la côte septentrionale de la Mer Noire. Ne se sentant en sécurité nulle part, il choisit de se rendre en Europe. Son but premier est de se rendre en Grèce où il bénéficie d'importants soutiens. Un général et un amiral à la retraite, un groupe d'une douzaine de députés très actifs dans le soutien à la cause (de droite comme de gauche), quelques officiers supérieurs de l'EYP (Service secret grec), pensent pouvoir le récupérer. Deux scénarios sont à l'étude. Le premier : le faire venir clandestinement en Grèce, puis organiser son apparition dans l'enceinte du parlement, sous la protection des élus du peuple. Le second : le faire atterrir sur un petit aéroport et l'embarquer sur un yacht privé. Sur ce bateau auraient pris place des députés grecs ainsi que des journalistes grecs, français, allemands et italiens. Arrivé dans les eaux internationales, «Apo» aurait fait une conférence de presse retransmise dans le monde entier par les médias embarqués.

L'affaire a capoté à cause du Premier ministre grec, Kostas Simitis. Arrivé au pouvoir en janvier 1996, ce dernier a voulu rompre avec les méthodes d'Andréas Papandréou, son prédécesseur. Social-démocrate et pro-européen, il souhaite que la Grèce ne soit plus l'enfant terrible de l'Union européenne (UE), en particulier en matière de politique étrangère. A peine devenu Premier ministre, il doit affronter la crise d'Imia : profitant d'une certaine vacance du pouvoir à Athènes, Ankara revendique le petit îlot inhabité d'Imia en mer Egée, à quelques encablures des côtes turques. Costas Simitis choisit d'éviter l'affrontement. Deux ans plus tard, il se lance dans une politique de rapprochement avec la Turquie (sans aucun résultat à ce jour, au niveau de Chypre, du statut de l'Egée, des minorités).

Dans ce contexte, informé d'une possible arrivée d'Öcalan sur le territoire hellénique, le Premier ministre empêche les scénarios prévus par les amis d'«Apo». Il charge son ministre des Affaires étrangères, Théodore Pangalos, de gérer le dossier, une mission que certains analysent comme un piège pour se débarrasser d'un ami encombrant. En effet, si Théodore Pangalos a été un allié de Kostas Simitis dans son combat contre Andréas Papandréou, il a toujours eu son franc-parler et refusait tout rapprochement avec la Turquie si cette dernière restait rigide dans le contentieux bilatéral. De fait, deux jours après la capture d'Apo, des députés socialistes proches de Kostas Simitis, demandent la démission du ministre des Affaires étrangères. Ce dernier est remercié peu après et est remplacé par Giorgos Papandréou, proche des Américains et partisan convaincu d'un rapprochement avec la Turquie, sous l'œil bienveillant de Madeleine Albright<sup>1</sup>.

## Un détour italien

Exilé sans passeport, Öcalan finit par atterrir en Italie le 12 novembre 1998, pays qui avait ouvert ses portes au parlement kurde en exil. Il est aussitôt arrêté et mis en résidence surveillée. Commence alors la stratégie de la «patate chaude». Les gouvernements allemand, hollandais, belge, autrichien, suédois et grec déclinent tour à tour l'idée de recevoir sinon de juger l'ennemi public n°1 d'une Turquie devenue un client économique à ne pas négliger. Le 16 janvier 1999, Apo quitte l'Italie pour un dernier périple des plus compliqués, suivi à la trace par la CIA qui informe le MIT turc jour après jour. Il débarque d'abord près de Moscou. Le 29, il quitte la Russie pour Minsk en Biélorussie. Il souhaite débarquer en Hollande pour se livrer à la Cour

de justice de La Haye. Les Pays-Bas lui refusent l'entrée.

Invité en Grèce par l'amiral à la retraite Naxakis, l'homme qui collectait des fonds pour la cause kurde auprès des industriels grecs, et par le député socialiste crétois, Kostas Badouvas, «Apo» atterrit discrètement à Athènes, le 31 janvier. Il se sent en sécurité d'autant plus que Théodore Pangalos a demandé à son ami Badouvas d'organiser une rencontre avec le leader kurde. Le chef de la diplomatie aurait même précisé auprès du député crétois que la carte Öcalan était importante dans le jeu grec. Mais le ministre des Affaires étrangères n'est pas le décideur. Le Premier ministre veille au grain. «Apo» reçoit la visite de la police grecque alors qu'il s'attendait à voir Théodore Pangalos. Il est expédié discrètement dans l'île de Corfou. Deux jours plus tard, un avion grec décolle de l'aéroport de Corfou, direction la Russie mais les Russes interdisent à «Apo» de débarquer et l'avion repart pour Athènes. Là, il fait le plein et s'envole pour Nairobi, le 2 février. A bord de l'avion : Öcalan, trois femmes kurdes (Dilan, Roserin, et une garde du corps), trois officiers de l'EYP dont le commandant Savvas Kalenderidis et un citoyen chypriote grec. Après ses échecs européens, «Apo» aurait décidé de demander l'asile politique aux Seychelles, l'archipel où fut déporté par les Britanniques l'archevêque chypriote Makarios en 1957. Le Kenya le rapprochait donc géographiquement de ces îles.

### La fin du voyage

Arrivée à Nairobi, Öcalan est des plus imprudents. Ayant vécu quinze ans sous la protection des services spéciaux syriens durant sa résidence à Damas et ses déplacements dans les camps d'entraînement du PKK dans la Beeka libanaise, il ne connaît rien aux règles élémentaires de la clandestinité. Dans la cour verdoyante de l'ambassade de Grèce au Kenya, il passe son temps à téléphoner sur son portable, malgré les injonctions de commandant Kalenderidis qui sait très bien que le réseau d'écoutes «Echelon» de la NSA américaine est «sur la ligne». Parmi les milliers de mots cryptés, il suffit de dire au téléphone, sur un fax ou un e-mail, «Kenya», ou «PKK», pour que les satellites espions américains enregistrent aussitôt la conversation. Les jours passent et Théodore Pangalos, pressé par son Premier ministre, demande aux officiers de l'EYP de livrer «Apo» à la police kenyenne qui encercle l'ambassade grecque. Mais le commandant Kalenderidis, originaire d'une famille grecque des bords de la mer Noire caucasienne ayant

subi les pogroms turcs en 1915-1917, refuse de trahir son ami Öcalan. Il informe ses supérieurs à Athènes qu'il ne livrera jamais «Apo» et qu'il préfère le tuer et se suicider ensuite.

Face à cet imprévu, les autorités grecques donne le feu vert à la police kenyane. Les circonstances exactes de la capture d'«Apo» restent encore méconnues. Selon la version officielle grecque, «Apo» voulait quitter l'ambassade de Grèce. Il aurait pris une voiture pour se rendre à l'aéroport de Nairobi, direction Amsterdam pour se rendre auprès de la Cour de justice de La Haye. Une voiture diplomatique grecque l'aurait suivi pour assurer sa sécurité, mais l'aurait perdu en route ! Et dans la nuit du 15 au 16 février 1999, on retrouve Öcalan pieds et poings liés, les yeux bandés, puis, le bandage enlevé, complètement groggy, dans un petit avion style Falcon appartenant à un magnat turc, entouré d'agents du MIT goguenards. A trois heures du matin, l'avion se pose en bout de piste à Istanbul puis redécolle pour la base militaire de Bandirma, sur les bords de la mer de Marmara. Là, des commandos marines turcs prennent livraison du chef du PKK et l'amènent dans l'île prison d'Imrali.

Si les Grecs avaient voulu protéger «Apo», sa voiture aurait été encadrée par deux véhicules de sécurité, empêchant toute disparition sur le trajet. En réalité après le feu vert du gouvernement grec, il est fort probable que la police kenyane ait kidnappé «Apo» dans le jardin de l'ambassade, violant ainsi les règles de la souveraineté diplomatique, mais avec l'aval officieux de Kostas Simitis.

Le commandant Kalenderidis rentre en Grèce peu après. Craignant pour sa vie, il prend le maquis en Crète, puis une fois l'affaire calmée, il sort de la clandestinité, démissionne de l'EYP et se présente aux élections législatives dans le nord de la Grèce en avril 2000, là où l'électorat grec originaire de la mer Noire est prépondérant.

Le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, l'homme qui fit envahir l'île de Chypre en juillet-août 1974, au prix de 4 500 morts, de 1 619 ou 1 543 disparus et 160 000 déplacés, s'est réjoui du succès du MIT. Or, cette institution est surtout une police politique spécialisée dans la traque de l'extrême gauche et des minorités. Elle est capable de faire du renseignement en Allemagne, de poser des bombes dans les îles grecques de la mer Egée voire chez des Arméniens d'Issy-les-Moulineaux et de Marseille, mais pas de monter des opérations extérieures de grande envergure.

La capture d'Öcalan est donc l'œuvre conjointe des services américains et israéliens avec l'aide de taupes dans l'EYP grecque. Le MIT n'a

fait que transporter « le colis » de l'aéroport de Nairobi à Imrali.

Depuis 1996-97, Israël et la Turquie ont signé des accords de coopération militaire. Les militaires israéliens forment leurs homologues turcs à la contre-guérilla et aux nouvelles technologies militaro-policières. En échange, l'armée de l'air israélienne a obtenu la profondeur stratégique pour s'entraîner en Anatolie. Par ailleurs, depuis l'affaire d'Entebbe en Ouganda (4 juillet 1976) et l'exfiltration des Falachas d'Éthiopie, le Mossad israélien est très présent dans la corne de l'Afrique, région stratégique proche du Soudan, de la Péninsule arabe et du Golfe.

Quant aux Américains, les agents de la CIA pullulent au Kenya et en Tanzanie depuis l'été 1998. En effet, à la mi-juillet de cette année là, les services américains avaient arrêté en Albanie un groupe de quatre terroristes islamistes égyptiens, membres des Jama'at islamiya, prêts à faire du prosélytisme révolutionnaire au Kosovo. Exfiltrés de Tirana par la CIA avec l'aide du SHIK (service secret albanais), les quatre ont été passés à la question à Langley, le siège de la Centrale américaine. Mais les Albanais du SHIK s'en sont vantés dans la presse locale et les intégristes se sont vengés peu après en faisant sauter les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Depuis lors, ces deux pays pauvres ne peuvent rien refuser aux agents israéliens et américains.

Bref, entre l'amateurisme criminel d'un Abdullah Öcalan, capable de faire tuer des civils innocents ou des dissidents du PKK lorsqu'il était confortablement installé en Syrie, le professionnalisme des services américains et israéliens, les dissensions internes gréco-grecques, le MIT turc n'a eu qu'à cueillir ce fruit mûr, voire blette.

*Christophe Chiclet*

*Note :*

*1. La traversé du désert de Théodore Pangalos prend fin en avril 2000. Ayant gagné les législatives d'extrême justesse, Kostas Simitis le rappelle, mais au ministère de la culture !*